

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 16/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STVM Geoperformance**

Parcelles 14,16,18,, 03, 04 section ZC  
25110 Baume-les-Dames

Références : UID257090/SPR/LT/AR 2024 0716B  
Code AIOT : 0100043948

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02 juillet 2024 dans l'établissement STVM Geoperformance implanté parcelles 14,16,18 section ZC 25110 Baume-les-Dames. L'inspection a été annoncée le 27/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à la visite du 22 mars 2024, la société STVM Geoperformance a été mise en demeure par arrêtés préfectoraux du 21 mai 2024 et du 12 juin 2024. Les installations sont situées respectivement sur les parcelles 14-16-18 et 03-04 section ZC du plan cadastral de la commune de Baume-les-dames. Ces arrêtés portent sur la régularisation par la remise en état de l'exploitation irrégulière de deux stockages de mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND). Ces installations, exploitées sans le titre requis, relèvent de la rubrique n°2760-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation.

Le présent rapport porte sur le site localisé au droit des parcelles 14-16-18 section ZC du plan cadastral. Cette prairie est en zone naturelle « N » sans indices du plan local d'urbanisme en vigueur de la commune de Baume-les-dames.

L'arrêté préfectoral a été notifié à l'exploitant le 27 mai 2024. Les points de contrôles portent sur les prescriptions dont les délais sont échus, soit les articles 2 et 3 relatifs à la surveillance des eaux et aux mesures conservatoires.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de mise en demeure a par ailleurs fait l'objet d'échanges.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STVM Geoperformance
- Parcelles 14,16,18 section ZC 25110 Baume-les-Dames
- Code AIOT : 0100043948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STVM Geoperformance est spécialisée dans le traitement et recyclage des déchets de chantier ainsi que la valorisation des mâchefers d'incinération des ordures ménagères.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mesure de surveillance des eaux	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
2	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 3	Demande d'action corrective	21 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Réhabilitation du site	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 1	Délai non échu

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### Non-conformités

La visite d'inspection du 2 juillet 2024 au droit des parcelles agricoles n°14, 16, 18 section ZC du plan cadastral de la commune de Baume-les-dames a permis de constater que :

- les mesures et analyses des eaux à l'exutoire de l'aquifère karstique n'ont pas été réalisées ;
- la mesure conservatoire en application de l'article L.171-7 du CE consistant au recouvrement par un matériau imperméable réversible n'a pas été réalisée.

Un tel manquement rappelé par mise en demeure est un délit relevant des dispositions des articles L.171-8 II et L.173-1 II 5° du Code de l'environnement.

Considérant l'engagement de l'exploitant à corriger ces manquements dans les plus brefs délais et au plus tard fin juillet 2024, l'inspection propose de surseoir aux mesures prévues par l'article L.171-8 II (astreinte, consignation, amende...) du Code de l'environnement.

L'exploitant rendra compte des actions correctives à l'appui de justificatifs.

## Observations

L'inspection invite l'exploitant à démarrer les démarches de réhabilitation du site. Considérant l'absence d'usage avéré et d'autorisation au titre du Code de l'urbanisme, l'impossibilité de régularisation de l'ICPE relevant de la rubrique n°2760-2 de la nomenclature, la réhabilitation du site -comme prescrit à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de mise en demeure- par excavation des mâchefers demeure l'unique solution.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesure de surveillance des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Une surveillance au niveau de la source à l'exutoire du bassin versant des parcelles susvisées est mise en place à compter de la notification du présent arrêté jusqu'à 3 mois après l'enlèvement des mâchefers du site. Elle consiste en :</i> <i>- un prélèvement et une analyse à fréquence mensuelle par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement a minima des paramètres listés aux tableaux 1 et 2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 susvisé. Cette liste de paramètres peut être élargie à l'initiative de l'exploitant ou sur demande de l'inspection des installations classées ;</i> <i>- les résultats d'analyses sont comparés aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs seuil de qualité des eaux, valeurs du SDAGE....) et accompagnés des commentaires du laboratoire de contrôle et de l'exploitant. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur. L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyse et les interprète.</i> <i>Dans le cas où les résultats sont non conformes aux valeurs de référence, il prend immédiatement les mesures de gestion correctives adaptées et alerte l'inspection des installations classées. Les résultats analytiques de cette surveillance et l'examen fait par l'exploitant sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours. »</i>
<b>Constats :</b>  Les parcelles sont situées au droit d'un bassin karstique dont l'exutoire est, d'après les traçages hydrogéologiques, la source de la Fourbanne. Les prélèvements et analyses des paramètres visés n'ont pas encore été réalisés. L'exploitant s'est engagé à réaliser une première mesure avant la fin du mois de juillet 2024 dans les conditions de l'article visé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les résultats commentés de la première analyse des eaux sont attendus dans un délai de 15 jours à l'issue de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Mesures conservatoires

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« En application du troisième alinéa du premier point de l'article L.171-7 du Code de l'environnement, les mesures conservatoires suivantes sont respectées par la société STVM Geoperformance : - la société STVM Geoperformance fait procéder à ses frais et dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, à un repérage par géomètre et à l'appui de sondages de l'emprise des enfouissements de mâchefers ; - la société STVM Geoperformance fait procéder dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté sur l'emprise des enfouissements de mâchefers recensée ci-avant augmentée d'une distance de 10 mètres à un recouvrement par un matériau imperméable réversible jusqu'à la fin des travaux d'excavation. »</i>
<b>Constats :</b>  Par rapport à la visite du 22 mars 2024, l'inspection a pu observer le prolongement du chemin en concassé sur une centaine de mètres.  L'exploitant a déclaré avoir procédé à l'établissement d'un plan de récolement, avant le recouvrement des MIDND par de la terre végétale sur une hauteur de 30 cm environ. Ce plan n'a toutefois pas été présenté en visite. Le périmètre d'enfouissement des mâchefers selon la déclaration de l'exploitant ferait 75x75 mètres soit 5600 m <sup>2</sup> . Cette surface est cohérente avec les images aériennes de 2023 où la tache de couleur grise représentative du dépôt de mâchefers est bien visible. La hauteur du dépôt serait comprise entre 40 cm et 300 cm pour un volume de 10 000 tonnes environ. <i>P.S : l'inspection considère que ce volume est sous estimé. En premier lieu, le registre tenu par le principal producteur fait état de 10000 tonnes de MIDND affectés à la réfection du chemin rural du Sombeveau, chantier non réalisé.</i>  Des sondages avec géolocalisation sur le périmètre extérieur doivent permettre de confirmer ce périmètre.  <u><a href="#">Les plans de récolement établis permettront de mettre en adéquation les tonnages extraits des registres transmis au regard des zones et conditions de mise en œuvre des mâchefers.</a></u> <u><a href="#">La cubature totale de l'ensemble des chantiers réalisés pour chaque plan permettra de confirmer les tonnages déclarés dans la traçabilité matière.</a></u>  <u><a href="#">A savoir concernant les principaux chantiers :</a></u>

Tonnage	Adresse	Donneur d'ordre	Utilisation	Coordonnées GPS
10 598	Chemin rural n°7 SCEA du Canal	Commune de Baume les Dames	Remblai en sous chaussée et couche de forme	47,359363, 6,327316
1 615	BAUME LES DAMES	SCI du Sombeveau	Couche de forme	47.356769, 6.331466
11 220	Batiment Agricole et surface voirie Baume les Dames	SCI Sombeveau	Couche de forme & remblai sous chaussée	47.364518,6.328792
4 319	Chemin rural Panneaux solaires Baume les Dames	Commune de Baume les Dames	Remblai en sous chaussée et couche de forme	47°21,56,9N 6°19,59,4E

Considérant que l'aménagement n'a pas de finalité avérée (aucune autorisation au titre du Code de l'urbanisme), les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure demandaient une couverture imperméable réversible afin de limiter le phénomène de lessivage des lixiviats par les eaux météoriques.

L'exploitant s'est engagé à mettre en place, après validation du périmètre d'enfouissement à l'appui de sondages, une bâche et une clôture sur le pourtour.

La longueur de cette bâche devra être augmentée de 10 mètres par rapport au périmètre d'enfouissement des MIDND.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant informera l'inspection des installations classées :

- dès que le périmètre sera défini ;
- dès que la couverture étanche réversible sera mise en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 21 jours

### **N° 3 : Réhabilitation du site**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux

#### **Prescription contrôlée :**

« [...] - Dossier : la société STVM Geoperformance adresse, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées un dossier comportant :

- une présentation des conditions d'extraction des déchets découverts, en prenant en particulier en compte les conditions de séparation des terres non souillées par des déchets et le risque de lessivage, lixiviation pendant les phases de travaux d'excavation et d'entreposage temporaire avant évacuation des déchets ;
- les propositions des filières d'élimination et/ou de valorisation autorisées pour ces mâchefers à retirer, ces propositions prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et le principe de proximité géographique prévus à l'article L.541-1 du Code de l'environnement. »

#### **Constats :**

Le délai pour le respect de cette prescription n'est pas encore échu mais un point d'avancement a été réalisé lors de la visite.

La construction du dossier susvisé n'a pas débuté. L'exploitant avait l'intention d'artificialiser la surface en prairie par la mise en place d'un enduit superficiel.

Cette solution n'est pas recevable considérant que l'aire n'a aucune finalité avérée, ni autorisation au titre du Code de l'urbanisme.

La construction d'un bâtiment a posteriori ne peut servir de motif et moyen palliatif pour laisser en place les MIDND.

**L'inspection invite l'exploitant à construire dès à présent le plan de gestion conformément à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure et mobiliser des entreprises spécialisées pour l'excavation des terres et déchets (entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services, d'exécution de travaux dans ce domaine).**

**Type de suites proposées :** Sans suite car délai non échu